

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. **XII-ter** N. **44**

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

58^a Sessione plenaria
(Parigi, 15-17 giugno 2010)

Raccomandazione n. 852 ⁽¹⁾

sulla difesa europea e il Trattato di Lisbona –
risposta al rapporto annuale del Consiglio ⁽²⁾

Trasmessa il 12 luglio 2010

L'ASSEMBLÉE,

(i) Se félicitant des progrès réalisés par les Etats membres de l'UE en faisant de la PESD/PSDC l'un des domaines d'action de l'Union les plus dynamiques et les plus innovants;

(ii) Estimant toutefois qu'il existe un risque de stagnation et qu'un effort énergétique est nécessaire pour exploiter au

mieux les possibilités offertes par le Traité de Lisbonne, afin de rapprocher l'Union de son objectif de devenir un acteur stratégique international;

(iii) Notant que les capacités civiles et militaires des Etats membres de l'UE sont de plus en plus sollicitées;

(iv) Convaincue que des mesures courageuses s'imposent pour que la PESD/PSDC puisse dépasser son statut actuel, qui limite son domaine d'action pour l'essentiel à l'intervention de crise, la privant de la vision stratégique et des outils nécessaires pour assurer la prévention, la gestion et le règlement des conflits;

⁽¹⁾ Adoptée par l'Assemblée le 15 juin 2010, au cours de sa 1^{ère} séance plénière.

⁽²⁾ Exposé des motifs : voir rapport présenté au nom de la Commission politique par M. Wille (Belgique, Groupe libéral), rapporteur, Document 2067.

(v) Rappelant que la PESD/PSDC ne couvre pas la défense mutuelle et n'a pas abouti à la création d'une armée européenne, et que les Etats membres, qui n'ont pas de culture stratégique commune, sont encore loin d'avoir la vision commune des questions de sécurité et de défense qui est nécessaire pour définir une défense européenne commune;

(vi) Soulignant qu'une véritable politique étrangère et de sécurité commune ne peut voir le jour que si tous les Etats membres de l'UE sont prêts à renoncer à leur droit souverain d'agir lorsqu'ils considèrent que leurs intérêts nationaux sont en jeu;

(vii) Notant que le Traité de Lisbonne et les déclarations gouvernementales annexes insistent sur le caractère intergouvernemental de la PESC et de la PSDC;

(viii) Rappelant que le libellé de la clause d'assistance mutuelle contenue dans le Traité de Lisbonne est le fruit d'un compromis entre les Etats membres de l'UE qui voulaient une obligation de défense mutuelle, ceux qui voulaient préserver leur statut traditionnel de neutralité ou de non-alignement militaire et ceux qui étaient soucieux de ne pas porter atteinte à l'OTAN, et que cette clause contient en conséquence tant de réserves et de restrictions majeures que, bien qu'elle présente quelques similitudes avec l'article V du Traité de Bruxelles modifié, elle n'en a nullement la portée;

(ix) Regrettant par conséquent que les dix Etats membres de l'UE qui sont membres de plein droit de l'UEO aient néanmoins annoncé le 31 mars 2010 leur intention de mettre fin à l'UEO et de dénoncer son traité fondateur, le Traité de Bruxelles modifié de 1954, ce qui va vraisemblablement aboutir à la fermeture de l'UEO et de son Assemblée d'ici à juin 2011;

(x) Soulignant que les Etats membres de l'UEO ont également déclaré le 31 mars 2010 qu'ils restaient « fermement attachés

au principe de défense mutuelle figurant à l'article V du Traité de Bruxelles modifié »;

(xi) Saluant également la déclaration des Etats membres de l'UEO en faveur du « renforcement du dialogue interparlementaire dans ce domaine »;

(xii) Considérant la résolution adoptée le 11 avril 2010 par le Sénat français, affirmant que « la disparition de l'Assemblée de l'UEO doit être subordonnée à la mise en place d'une structure permettant de réunir des parlementaires (...) des 27 Etats membres » et proposant une structure conçue sur le modèle de la COSAC;

(xiii) Estimant que les parlements nationaux auraient intérêt à opter pour un système de contrôle parlementaire plus élaboré qu'un mécanisme conçu sur le modèle d'une conférence;

(xiv) Convaincue qu'il est dans l'intérêt de l'UE d'associer à son dialogue en matière de sécurité et de défense – y compris au niveau interparlementaire – les membres européens de l'OTAN qui ne sont pas membres de l'UE et les autres partenaires stratégiques qui, telle la Russie, ont un rôle à jouer dans la sécurité européenne,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES ETATS MEMBRES DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE, EN TANT QUE MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE, A:

1. Lancer un processus de réflexion sur les implications pour les Etats membres de l'entrée en vigueur des clauses d'assistance mutuelle et de solidarité du Traité de Lisbonne;

2. Etablir des relations de sécurité plus étroites avec les Etats-Unis et les membres européens de l'OTAN non membres de l'UE conformément au rôle attribué à l'OTAN par le Traité de Lisbonne;

3. Compléter la Stratégie européenne de sécurité par un chapitre sur l'assistance mutuelle et la solidarité;

4. Lancer un débat européen sur les objectifs de la PSDC et les tâches auxquelles les moyens limités disponibles devraient être destinés en priorité;

5. Poursuivre le développement des Groupements tactiques de manière à faire de ceux-ci un laboratoire d'expérimentation de mesures innovantes, telles que la mutualisation des ressources et le partage des responsabilités, dans la perspective d'une éventuelle évolution de l'UE vers la mise en place de capacités militaires européennes communes;

6. Doter l'Agence européenne de défense d'un cadre financier à la mesure des tâches qui lui sont assignées et conforme aux besoins dégagés par la planification à long terme des capacités de gestion de crise;

7. Réformer le mécanisme de financement Athena pour les opérations militaires de PSDC de façon à permettre la prise en charge d'une part plus importante des coûts par tous les Etats membres, en vue d'encourager chacun d'entre eux à mettre à disposition des capacités pour les missions de gestion des crises;

8. Poursuivre les efforts pour surmonter l'obstacle de la « culture de la différenciation » entre les composantes civiles et militaires de la PSDC et pour mettre sur pied des structures de gestion des crises intégrant le tout;

9. Arrêter de nouvelles mesures d'incitation pour encourager les citoyens européens à s'inscrire comme personnel civil potentiel pour les opérations de PSDC;

10. Appuyer la création au sein de l'UE d'un mécanisme permettant d'assurer la continuité du contrôle interparlementaire de la politique de sécurité et de défense européenne en proposant d'engager un dialogue régulier avec les parlementaires et de leur fournir régulièrement des rapports écrits sur l'évolution de la PESC et de la PSDC, les activités de l'Agence européenne de défense, les efforts pour établir une coopération structurée permanente et toute activité en rapport avec la mise sur pied d'une défense européenne commune,

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. De continuer à s'acquitter de ses tâches au titre du Traité de Bruxelles modifié aussi longtemps que le Traité restera en vigueur;

2. De consulter étroitement l'Assemblée afin de s'assurer que la clôture de l'UEO s'effectue dans les formes prescrites en ce qui concerne son Secrétariat général et l'Assemblée, tout en tirant le meilleur parti de son expérience, de son personnel et de ses autres atouts.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 852 ⁽¹⁾****sulla difesa europea e il Trattato di Lisbona
– risposta al rapporto annuale del Consiglio ⁽²⁾**

L'ASSEMBLEA,

(i) plaudendo ai progressi compiuti dagli Stati membri dell'UE nel fare della PESD/PSDC uno degli ambiti d'azione dell'UE più dinamici e innovativi;

(ii) ritenendo, però, che vi sia un rischio di stasi e che occorra uno sforzo energico per sfruttare al meglio le possibilità offerte dal Trattato di Lisbona, al fine di avvicinare l'Unione europea al suo obiettivo di divenire un soggetto strategico internazionale;

(iii) rilevando che le capacità civili e militari degli Stati membri dell'UE sono sempre più intensamente sollecitate;

(iv) persuasa della necessità di provvedimenti coraggiosi affinché la PESD/PSDC possa andar oltre la sua condizione attuale, che ne limita il campo d'azione agli interventi d'emergenza, privandola di una visione strategica e dei mezzi atti ad assicurare la prevenzione, la gestione e la risoluzione dei conflitti;

(v) rammentando che la PESD/PSDC non contempla la difesa reciproca né ha

portato alla creazione di un esercito europeo, e che gli Stati membri dell'UE, sprovvisti di una cultura strategica comune, sono ancora ben lungi dal raggiungere una visione comune delle problematiche di sicurezza e difesa: visione che invece è necessaria per la definizione di una comune difesa europea;

(vi) sottolineando che un'autentica politica estera e di sicurezza comune può esistere solo se tutti gli Stati membri dell'UE sono disposti a rinunciare ad esercitare il proprio diritto sovrano ad agire qualora siano in gioco i loro interessi nazionali;

(vii) rilevando che il Trattato di Lisbona e le dichiarazioni governative allegate insistono sul carattere intergovernativo della PESD e della PSDC;

(viii) rammentando che la formulazione della clausola di assistenza reciproca del Trattato di Lisbona è frutto di un compromesso tra gli Stati membri dell'UE che richiedevano un obbligo di difesa reciproca, gli Stati che volevano conservare il loro status tradizionale di neutralità o di non allineamento militare, ed altri che tenevano a che la NATO non fosse indebolita, per cui la clausola contiene così tante riserve e restrizioni che, pur avendo qualche somiglianza con l'articolo V del Trattato di Bruxelles modificato, non ne ha affatto la portata;

⁽¹⁾ Adottata dall'Assemblea il 15 giugno 2010, nel corso della prima seduta plenaria.

⁽²⁾ Per la motivazione si veda la relazione presentata a nome della Commissione politica dall'on. Paul Wille (Belgio, Gruppo liberale), Relatore, Documento 2067.

(ix) rammaricandosi, quindi, che i dieci Stati membri dell'UE facenti parte a pieno titolo dell'UEO abbiano nondimeno annunciato, il 31 marzo 2010, la loro intenzione di porre fine all'UEO denunciandone il Trattato istitutivo, il Trattato di Bruxelles modificato del 1954 – sviluppo, questo, che porterà probabilmente alla chiusura dell'UEO e della sua Assemblea entro la fine giugno 2011;

(x) sottolineando che gli Stati membri dell'UEO hanno altresì dichiarato, il 31 marzo 2010, che «restano tenacemente fedeli al principio della difesa reciproca conformemente all'articolo V del Trattato di Bruxelles modificato »;

(xi) plaudendo inoltre alla dichiarazione degli Stati membri dell'UEO auspicante « il rafforzamento del dialogo interparlamentare in questo campo »;

(xii) considerando la risoluzione adottata l'11 aprile 2010 dal Senato francese, in cui si afferma che « la scomparsa dell'Assemblea UEO deve essere subordinata al varo di una struttura che consenta di riunire i parlamentari (...) dei ventisette Stati membri » e si propone una struttura ispirata al modello della COSAC;

(xiii) rilevando che i Parlamenti nazionali avrebbero tutto l'interesse ad optare per un sistema di controllo parlamentare più elaborato, piuttosto che per un meccanismo ispirato al modello della conferenza;

(xiv) persuasi che sia nell'interesse dell'UE associare al suo dialogo sulla sicurezza e sulla difesa, anche a livello interparlamentare, gli Stati europei della NATO non appartenenti all'UE, nonché altri partner strategici di rilievo ai fini della sicurezza europea, come la Russia,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO D'INVITARE GLI STATI MEMBRI DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE, QUALI MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA, A:

1. avviare un processo di riflessione sulle implicazioni per gli Stati membri

dell'entrata in vigore delle clausole di assistenza reciproca e di solidarietà del Trattato di Lisbona;

2. sviluppare rapporti più stretti nell'ambito della sicurezza con gli Stati Uniti e gli Stati membri della NATO non appartenenti all'UE, conformemente al ruolo attribuito alla NATO dal Trattato di Lisbona;

3. corredare la politica europea di sicurezza di un capitolo sull'assistenza reciproca e sulla solidarietà;

4. dare avvio a un dibattito a livello europeo sugli obiettivi della CSDP e i compiti cui dare la precedenza nell'uso delle scarse risorse disponibili;

5. proseguire lo sviluppo dei gruppi tattici in modo da farne un laboratorio in cui collaudare misure innovative, quali la condivisione delle risorse e delle responsabilità, nell'ottica di una possibile futura evoluzione verso l'allestimento di capacità militari europee comuni all'interno dell'UE;

6. fornire all'Agenzia europea per la difesa un quadro finanziario commisurato ai compiti assegnatili e alle esigenze di pianificazione a più lungo termine delle capacità di gestione delle crisi;

7. riformare il meccanismo di finanziamento Athena per le operazioni militari della PSDC in modo che una quota maggiore dei costi sia sostenuta da tutti gli Stati membri, allo scopo d'incoraggiare ciascuno di essi a fornire delle capacità per le missioni di gestione delle crisi;

8. adoperarsi ulteriormente per superare la « cultura della distinzione » tra le componenti civili e militari della PSDC e impegnarsi nell'allestimento di strutture integrate per la gestione delle crisi;

9. istituire nuovi incentivi per indurre i cittadini europei a dare la propria disponibilità come potenziale personale civile per le missioni della PSDC;

10. sostenere l'istituzione, all'interno dell'UE, di un meccanismo che assicuri la continuità del controllo interparlamentare della politica di sicurezza e di difesa europea, offrendosi d'intavolare un dialogo costante con i parlamentari, fornendo loro con cadenza regolare relazioni scritte sull'andamento della PESC e della PSDC, le attività dell'Agenzia europea per la difesa, le iniziative volte a instaurare una cooperazione strutturata e permanente, e qualsiasi attività connessa all'allestimento di una difesa comune europea,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI

1. seguitare ad assolvere i compiti derivanti dal Trattato di Bruxelles modificato finché il Trattato rimarrà in vigore;

2. concertarsi con l'Assemblea per far sì che la chiusura dell'UEO si svolga secondo le forme debite per quanto attiene al Segretariato generale e all'Assemblea, e sia fatto il miglior uso della sua esperienza, del suo personale e delle sue altre risorse.